



Département
de l'Essonne
Arrondissement d'Evry-
Courcouronnes

CCAS DE DRAVEIL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2609 PA 047

Service :
Affaire suivie par :
Nomenclature :
Objet :

Résidence du Parc
Celine ROCHE
7.1 FINANCES LOCALES - Décisions budgétaires
Fixation du prix de journée à compter du 01 Novembre 2026 pour les
nouveaux résidents

L'an deux mille vingt-six, le mercredi 07 octobre 2026 à 10h, le conseil d'administration du centre communal d'action sociale de la commune de Draveil, légalement convoqué le jeudi 1er Octobre, s'est rassemblé dans la salle du cercle Guégan de Draveil, sous la présidence de Mme Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT, Président du CCAS.

Le Président
Certifie sous sa responsabilité le
caractère exécutoire de cet acte.

Art R421-1 du Code de Justice
Administrative : La juridiction ne peut
être saisie que par voie de recours
formé contre une décision, et ce, dans
les deux mois à partir de la notification
ou de la publication de la décision
attaquée.

Lorsque la requête tend au paiement
d'une somme d'argent, elle n'est
recevable qu'après l'intervention de la
décision prise par l'administration sur
une demande préalablement formée
devant elle.

Art R421-2 du CJA: Sauf disposition
législative ou réglementaire contraire,
dans les cas où le silence gardé par
l'autorité administrative sur une
demande vaut décision de rejet,
l'intéressé dispose, pour former un
recours, d'un délai de deux mois à
compter de la date à laquelle est née une
décision implicite de rejet. Toutefois,
lorsqu'une décision explicite de rejet
intervient avant l'expiration de cette
période, elle fait à nouveau courir le
délai de recours.

La date du dépôt de la demande à
l'administration, constatée par tous
moyens, doit être établie à l'appui de la
requête.

Art R421-3 du CJA : Toutefois,
l'intéressé n'est forcé qu'après un
délai de deux mois à compter du jour de
la notification d'une décision expresse
de rejet :

1° Dans le contentieux de l'excès de
pouvoir, si la mesure sollicitée ne peut
être prise que par décision ou sur avis
des assemblées locales ou de tous
autres organismes collégiaux ;

2° Dans le cas où la réclamation tend à
obtenir l'exécution d'une décision de la
juridiction administrative.

Art R421-4 du CJA : les dispositions des
articles R421-1 à R421-3 ne dérogent
pas aux textes qui ont introduit des
délais spéciaux d'une autre durée.

Art R421-5 du CJA : Les délais de
recours contre une décision
administrative ne sont opposables qu'à
la condition d'avoir été mentionnés,
ainsi que les voies de recours, dans la
notification de la décision.

De même, en cas de recours ne

Présents : Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT, Mr Jean-Nicolas KALKIAS,
Mme Annette CHEVEREAU, Mr Marc SAINT-JULIEN, Mme Marie-Françoise
CHANARD-DUSSAUD, Mme Monique ALEXANDRE, Mme Karinne
GAZAGNE, Mr Jean-François LE BOULCH, Mme Fabienne BELLAY,

Absents, Excusés, Représentés :

Absents, Excusés, non Représentés, Mme Josyane LANTHIER, Mme
Louissette GIRONDEAU

Absents non excusés : Mme Valérie HASCOET, Mme Cécile VIC

Secrétaire : Mr Marc SAINT-JULIEN

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 123-4
et suivants,

Vu la délibération n° 2606PA038 du 30 juin 2026 fixant les tarifs du prix de
journée,

VU la délibération n° 2604CC008 du 15 Avril 2026 du Conseil d'Administration
relative à la délégation de pouvoir consentie par le Conseil d'Administration

CONSIDÉRANT que les tarifs applicables à la Résidence du Parc doivent être
actualisés afin de tenir compte de l'évolution des coûts de fonctionnement de
l'établissement,

CONSIDÉRANT que les tarifs actuellement applicables depuis le 1er
septembre 2026 sont fixés comme suit :

Personne seule : 16,85 € par jour

Couple : 20,10 € par jour

Chambre d'accueil : 20,00 € par jour ;

Nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative

Notification le

Publication le

Transmission en préfecture le

CONSIDÉRANT qu'il est proposé de fixer, à compter du 1er novembre 2026, de nouveaux tarifs applicables aux nouveaux résidents de la Résidence du Parc ainsi qu'aux chambres d'accueil, comme suit :

Personne seule : 20,97 € par jour

Couple : 24,20 € par jour

Chambre d'accueil : 30,00 € par jour ;

Le Conseil d'Administration,

Après en avoir délibéré : à l'unanimité

APPROUVE les tarifs comme suit :

Personne seule : 20,97 € par jour

Couple : 24,20 € par jour.

Chambre d'accueil : 30€

APPROUVE le tarif de la chambre d'accueil de la Résidence du Parc :
- 30,00 € par jour à compter du 1er novembre 2026.

DIT que ces tarifs entreront en vigueur pour les nouveaux résidents à compter du 1^{er} novembre 2026,

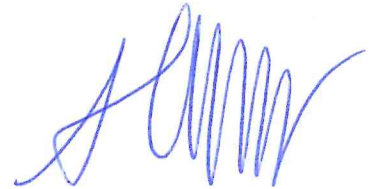
DIT que les recettes correspondantes sont inscrites au chapitre 73 du budget de la Résidence du Parc.

DIT que Madame la Présidente du CCAS est chargée de l'exécution de la présente décision.

Cet acte sera exécutoire de plein droit dès qu'il aura été procédé à sa publication, à sa notification et à sa transmission au représentant de l'état dans le département.

*Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits,
Ont signé au registre les membres présents,
Expédition certifiée conforme.*

Fait à Draveil, le 7 Octobre 2026



Anne-Marie JOURDANNEAU-FORT
Présidente du CCAS